

Madame la Directrice Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CHSCTD,

La situation inédite que nous traversons depuis le 17 mars amène de nombreuses interrogations et inquiétudes quant à l'accélération des dégradations des conditions de travail de l'ensemble des personnels premier et second degrés. Les personnels sont éprouvés par la peur, la souffrance au travail, et la colère causées par le manque de soutien et de protection de leur institution.

L'ensemble des organisations syndicales vous avait alertée sur la multiplication de situations d'enseignants et de directions sous pression, angoissés et en télétravail éprouvant. Malgré nos inquiétudes et remontées, c'est nous que vous avez tenus responsables de l'angoisse et de la dégradation des conditions d'exercice. C'est la raison pour laquelle nous avons quitté le dernier CHSCT.

Nous constatons et déplorons que les dispositions légales pour le télétravail, fixées par le décret 2016-151 et par l'arrêté du 6 avril 2018 n'aient été respectées : volontariat (sans pression), mise à disposition du matériel nécessaire, formation, limitation du travail à trois jours par semaine, consultation du médecin de prévention pour l'aménagement du poste de travail à domicile.

Nous faisons remarquer que ce sont les organisations syndicales qui ont fait la demande de la tenue d'un CHSCT en début de crise. C'est vous, Madame la DASEN, qui auriez dû nous convoquer !

Par ailleurs, dans l'Éducation Nationale, nous alertons depuis des années sur l'insuffisance de moyens pour la médecine de prévention et la médecine scolaire ainsi que sur l'absence de visite médicale systématique pour les personnels. Depuis longtemps, nous alertons également sur les conséquences du manque de personnel pour l'hygiène des établissements, encore plus désastreuses en ces temps de crise sanitaire.

Enfin, la « continuité pédagogique » qui a été exigée de nous, s'est faite au prix de nombreux sacrifices personnels, familiaux, et de santé du fait du mauvais fonctionnement des outils institutionnels ou de leur absence. Pour autant, le ministre lui-même a organisé un véritable « prof-bashing » en s'appuyant sur des chiffres (4 à 5%) plus que discutables et en allant même jusqu'à menacer de sanctions les collègues.

Comme à son habitude, M. Blanquer use de trois registres pour essayer de faire oublier son incapacité à gérer correctement la crise sanitaire : paternalisme, infantilisation et autoritarisme.

Nous le rappelons, les personnels ont tout fait pour que cela se passe le mieux possible. Sans attendre de médailles, de remerciements, de défilés qui transpireraient l'hypocrisie, et toujours cette infantilisation condescendante.

Tout cela a tenu parce que les enseignants sont venus déménager leur classe, réaliser les marquages au sol et autres affichages, rubaliser les jeux de cour... pour que "tout soit prêt" pour le 11 mai et qu'ils ont réitéré dans l'autre sens pour pouvoir ouvrir à tout le monde fin juin.

Que les enseignants ont téléphoné à maintes reprises sur leur temps pour informer les parents sur les conditions concrètes de retour concernant leur enfant, retéléphoné parce qu'il y avait eu contre ordre, re-re-téléphoné pour dire que le contre ordre n'était plus à l'ordre du jour....

Tout cela a tenu parce qu'après le confinement, jusqu'aux derniers moments de chaque "nouvelle étape de reprise", les enseignants étaient sur le pont guettant les dernières nouvelles, décryptant les derniers protocoles, les dernières annonces et faisant tout pour être opérationnel.le.s le lundi suivant.

Comment ne pas être nerveusement éprouvé.e dans ces conditions ?

Les personnels aspirent tout simplement à une véritable reconnaissance de la part de leur hiérarchie. Ce n'est pas cela que les collègues ressentent, vivent (et ce ne sont pas des propos affabulateurs, simplement des remontées de grand nombre de professionnel.le.s sur le terrain). Les fiches RSST en témoignent. L'épuisement n'est pas le fruit de notre imagination.

Non Madame la DASEN, nous n'avons pas confiance en notre administration ! Nous ne pouvons pas, nous ne pouvons plus être considéré.e.s comme de simple exécutant.es. Nous sommes face à nos élèves pour développer leur esprit critique, leur réflexion, leur autonomie, et sous prétexte que nous sommes des fonctionnaires de l'état, nous devrions faire appliquer sans réfléchir des injonctions, même aberrantes ou changeant comme une girouette au vent ? L'école de la confiance (cette douce expression qui occupe les bas de page de toutes les communications de l'administration) ne peut se contenter d'être une pratique unilatérale. La confiance ça se partage, ça se construit dans l'échange et l'écoute.

Comme l'on dit, pour tuer son chien, il suffit d'affirmer qu'il a la rage ! C'est cette politique de désintégration des services publics qui est menée depuis très longtemps. Et cela continue avec l'arrivée des 2S2C. Nous ne voulons pas que la crise que nous vivons soit la cause de l'application d'une stratégie du choc où nous serions encore plus malmenés, nous voulons reconstruire dans « le monde d'après » .

Nous regrettons vivement que pour l'ensemble des questions lors des trois derniers CHSCT, votre réponse préférée était de nous référer au protocole ! En d'autres termes débrouillez-vous !!

Nous nous sommes donc débrouillé.e.s ! Nous avons gagné le badge de la débrouille, haut la main.

Mais ce n'est pas sans conséquences en termes de souffrance au travail.

Faudra-t-il continuer à se débrouiller en se taisant, en courbant l'échine ?

Nous exigeons des mesures à la hauteur des besoins exprimés et conformes à la législation sur la protection des personnels.